

CAPD du 19 avril 2018 – Déclaration liminaire

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames, Messieurs,

Le printemps social qui a débuté dans les transports, dans les universités, chez les fonctionnaires ou chez les retraités et jusqu'aux idéalistes de Notre-Dame-des-Landes, souffle un vent de rejet du projet global de politique autoritaire et libérale du président Macron. Contrairement à ce qu'il veut nous faire croire, ces luttes ne sont pas déconnectées les unes des autres et ces salariés, du public comme du privé, ces étudiants ou retraités ne sont pas des « professionnels du désordre » comme les a qualifiés le chef de l'Etat. Déjà en 1995, Pierre Bourdieu déclarait devant les cheminots de la gare de Lyon : « vous luttez contre la destruction d'une civilisation, associée à l'existence du service public, celle de l'égalité républicaine des droits, droits à l'éducation, à la santé, à la culture, à la recherche, à l'art et par-dessus tout au travail... ». Il s'agit bien de défendre un certain modèle de société solidaire où les services publics viennent compenser les inégalités sociales pour que tous et toutes, et partout, aient les mêmes droits.

Et la Fonction Publique avec le statut de ses agents est la colonne vertébrale des services publics, qui ne peuvent se concevoir avec une précarité d'emploi ni une ouverture à la concurrence. C'est pour défendre ce statut et le service public, et en particulier celui d'Education, que le SNUipp appelle avec sa fédération la FSU, à soutenir la lutte des cheminots pour la défense des transports publics, à soutenir les mobilisations dans les Universités pour que ces dernières restent accessibles à l'ensemble des jeunes et à participer massivement à la nouvelles journée de mobilisation et de grève des fonctionnaires du 22 mai.

On nous parlait de dialogue social et de confiance ? Où est-elle cette confiance en les enseignants quand le ministre monologue par circulaires verticales injonctives jusque dans ce qui fait le cœur du métier, à savoir la pédagogie. Où est-il le dialogue social quand on s'apprête à limiter l'action et les prérogatives des CAPD et des CHSCT ?

Car c'est bien de nouveau management dont rêve le locataire de l'Elysée pour l'ensemble de la Fonction publique. Gérer l'Education Nationale comme une entreprise, en utilisant des contractuels pour plus de flexibilité et d'efficacité, et peu importe qu'ils ne soient pas des enseignants formés...puisqu'il suffirait d'appliquer à la lettre les recommandations du ministre. Mais les enseignants du premier degré ne sont pas des exécutants. De la maternelle à l'élémentaire, ces diplômés du supérieur ont acquis un savoir et une expérience qui leur permet d'être les artisans de leur pédagogie...ce qui en fait des cadres qui sont en droit de réclamer des salaires à la hauteur de leur formation et de leurs responsabilités. Ce sont aussi des agents de l'Etat, recrutés par concours, qui ont une très haute idée de ce que représente cet engagement.

Les représentants du personnel que nous sommes défendront pied à pied les acquis sociaux et le droit du travail. Nous sommes les garants avisés, dans les opérations paritaires, de la transparence et de l'équité de traitement pour tous nos collègues. Et nous vous le demandons... Que serait le mouvement sans l'action conjointe et complémentaire, des services de l'administration et des représentants du personnel ? Que serait le mouvement, les promotions, les temps partiels... sans le dialogue social, qui souvent divergent, entre vous et nous ?